

Chronologie 1984

Environnement extérieur de la France

Politique

Evénements internationaux

- I. 18 — Andrei Gromyko prononce à la tribune de la CDE un très violent réquisitoire contre les Etats-Unis.
- II. 15 — L'armée iranienne lance, en plusieurs étapes, une vaste offensive sur un front de 300 kilomètres. Jusqu'à la fin du mois, des combats extrêmement violents et meurtriers ont lieu en territoire irakien.
- IV. 26 — Ronald Reagan se rend en Chine pour un voyage officiel de six jours, sa première visite dans un pays communiste. Le 30 un accord est paraphé sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.
- V. 6 — Au Salvador, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, José Napoléon Duarte est élu avec 53,6 % des suffrages contre 46,4 % au commandant Roberto d'Aubuisson, candidat de l'extrême droite. José Napoléon Duarte, qui succédera le 1^{er} juin à Alvaro Magana, se rend du 19 au 23 à Washington, afin de demander une aide accrue pour son pays.
- 8 — Le comité olympique d'URSS annonce que « la participation aux jeux des 23^{es} olympiades à Los Angeles est impossible en raison de la violation grossière par les autorités américaines des idéaux et des traditions du mouvement olympique ». La Bulgarie, la RDA, le Vietnam, le Laos, la Mongolie Extérieure, la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, la Hongrie, la Pologne, Cuba, le Yemen du Sud, l'Ethiopie et la Corée du Nord s'associent progressivement à ce boycottage.
- 27 — Premières élections législatives en Egypte, où le parti du président Moubarak remporte 391 des 448 sièges, mais s'inquiète de la forte représentation (57 sièges) du Neo-Wafd au parlement.

- VII. 9 — Les ministres de la défense de RFA, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, réunis à Madrid, approuvent le principe de la construction conjointe d'un avion de combat européen pour 1995.
- VIII. 2-19 — Echec de la quatrième conférence générale de l'Organisation des nations unies pour le développement industriel (ONUDI) réunie à Vienne : les Etats-Unis refusent de voter la déclaration générale adoptée par 79 des 132 pays participants.
- 14 — La conférence internationale sur la population réunie à Mexico, adopte quatre-vingt-onze recommandations et insiste sur la nécessité d'intégrer politique démographique et stratégie de développement.
- IX. 25 — Le roi Hussein annonce que la Jordanie rétablit ses relations diplomatiques avec l'Egypte, interrompues depuis le 28 mars 1979, lors du sommet arabe de Bagdad qui avait condamné les accords de Camp-David.

CEE

- I. 6- 7 — François Mitterrand, en visite officielle aux Pays-Bas, prononce un grand discours européen à La Haye. Président en exercice de la communauté, le chef de l'Etat français rencontre en février ses neuf partenaires pour préparer le Conseil européen des 19 et 20 mars. Il se rend en RFA le 2, au Luxembourg le 8, en Grèce le 10, en Belgique le 15, au Danemark le 17, en Italie le 20, en Irlande le 21 et en Grande-Bretagne le 5 mars. Il accueille à nouveau le chancelier Helmut Kohl le 24 à Paris.
- V. 24 — Ouverture de la campagne pour les élections européennes du 17 juin.
- François Mitterrand prononce devant l'Assemblée des communautés européennes un discours en faveur de l'union politique de l'Europe. Il propose plusieurs réformes pour améliorer le fonctionnement des institutions communautaires et envisage « une Europe à plusieurs vitesses » ainsi que la restriction de « l'usage à des cas précis » de la « règle de l'unanimité ».
- XII. 3 — Accord à Dublin des dix pays de la Communauté européenne sur les réformes à apporter à l'organisation commune du marché du vin.

Algérie

- I. 12 — Chadli Bendjedid est réélu pour un nouveau mandat présidentiel de cinq ans.
- 22 — Remaniement du gouvernement : Abdelhanid Brahimi est nommé Premier ministre.

Allemagne (République fédérale d')

- I. 24-29 — La visite officielle en Israël d'Helmut Kohl, chancelier ouest-allemand, a lieu dans un climat glacial en raison de promesses de vente d'armements faites par Bonn à l'Arabie Saoudite.

- V. 23 — L'Assemblée fédérale élit Richard Von Weizsacker (chrétien-démocrate) à la présidence de la République. Il succédera le 1^{er} juillet à Karl Constens, du même parti.
- X. 15-17 — Le président roumain Nicolas Ceausescu se rend en visite officielle en RFA.
- 25 — Démission de Rainer Barzel, président du Bundestag mis en cause dans l'affaire Flick, groupe industriel qui lui aurait versé la somme de 1,6 million de DM entre 1973 et 1979 pour céder la présidence du parti chrétien-démocrate à Helmut Kohl, lui aussi menacé par ce scandale.

Argentine

- I. 12 — Raoul Alfonsin, parlant de « réconciliation nationale », souhaite que la justice agisse « avec prudence, mais avec fermeté » envers les responsables de la répression. Les enquêtes sur les « disparitions » se poursuivent. Le général Reynaldo Bignone, ancien chef de l'Etat, est arrêté le 10, ainsi que le 19 le général Ramon Campo, ancien chef de la police de Buenos Aires.

Brésil

- I. 25 — 150 000 personnes manifestent à São Paulo en faveur du rétablissement du suffrage universel direct pour l'élection du président de la République.

Canada

- VI. 30 — John Turner devient Premier ministre en remplacement de Pierre Elliott Trudeau.
- IX. 4 — Elections législatives où Brian Mulroney, chef du parti conservateur remporte une victoire écrasante : il obtient 211 sièges sur 282 contre 103 en 1980. Le parti libéral de John Turner n'a plus que 40 sièges contre 147 en 1980. Brian Mulroney lui succède. Son cabinet qui compte un nombre important de représentants des provinces de l'ouest, entre en fonction le 17.

Chili

- XI. 6 — Le général Pinochet établit l'état de siège sur tout le territoire national.

Danemark

- I. 10 — Les conservateurs de Paul Schliiter, Premier ministre sortant, obtiennent 42 sièges (+ 16) aux élections législatives anticipées. Mais la coalition quadripartite de centre droit au pouvoir depuis septembre 1982, reste minoritaire avec 76 (+ 11) des 179 sièges.

Espagne

- I. 13-15 — Des dissidents du Parti communiste espagnol fondent un nouveau parti, pro-soviétique et hostile à l'eurocommunisme. Georges Marchais « condamne » le soutien apporté par Moscou à cette « faction ».

Etats-Unis

- I. 10-16 — Visite aux Etats-Unis de Ziyang Zhao, Premier ministre chinois.
- 29 — Ronald Reagan, dont la cote de popularité atteint 57 %, annonce sa candidature à l'élection présidentielle de novembre.
- II. 9 — Ronald Reagan décide de retirer ses troupes du Liban.
- VII. 16-19 — Walter Mondale reçoit l'investiture du Parti démocrate réuni en convention à San Francisco.
- 28 — Inauguration à Los Angeles des XX^e Jeux olympiques, auxquels participent cent quarante nations, malgré le boycottage de l'URSS et de treize autres nations.
- VIII. 1 — Ronald Reagan confirme la volonté américaine de discuter avec son homologue soviétique du problème de « la prévention de la militarisation de l'espace » bien que celui-ci affirme que « l'attitude négative » des Etats-Unis « rend impossible » les négociations entre les deux pays.
- 20-23 — La convention républicaine réunie à Dallas désigne Ronald Reagan et Georges Bush comme candidat à l'élection présidentielle. A cette occasion Ronald Reagan oppose « l'espoir » des républicains au « pessimisme » des démocrates.
- IX. 24 — Ronald Reagan au cours d'un discours prononcé à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies se montre modéré à l'égard de l'URSS et se dit prêt à des « négociations constructives ». Il propose notamment à l'URSS la tenue de réunions ministérielles régulières et la prise en compte de problèmes régionaux.
- 27 — Andreï Gromyko s'adresse à l'Assemblée générale de l'ONU sur un ton dur à l'égard des Etats-Unis, mais ne repousse pas les avances faites par Ronald Reagan.
- 28 — Ronald Reagan reçoit Andreï Gromyko à la Maison Blanche, premier entretien direct du président des Etats-Unis avec un membre de la direction soviétique.
- XI. 6 — Réélection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis où il obtient la majorité dans 49 des 50 Etats américains, en recueillant 59 % des suffrages exprimés.
- XII. 14 — Accord entre les Etats-Unis et Cuba autorisant vingt mille cubains à émigrer chaque année vers les Etats-Unis.

Inde

- VI. 6 — L'armée indienne donne l'assaut au temple d'or d'Amritsar, au Pendjab, où sont retranchés des militants autonomistes sikhs. De violents affrontements ont lieu entre les deux partis.
- X. 31 — Assassinat du Premier ministre Indira Gandhi à New-Dehli par trois sikhs, membres du service de sécurité. Son fils, Rajiv Gandhi, nommé Premier ministre lance un appel au calme, les hindous s'en prenant aux sikhs et à leurs biens.
- XII. 4 — Lors d'élections générales, succès sans précédent de Rajiv Gandhi. Le parti du Congrès obtient 401 sièges sur 508.

Italie

- VI. 11 — Mort d'Enrico Berlinguer, secrétaire général du PC. Le comité central du PCI élit, le 26, Alessandro Natta pour lui succéder.
- XII. 23 — Un attentat terroriste contre le train Naples-Milan provoque la mort de dix-sept personnes.

Israël

- VII. 23 — Aux élections législatives, le Front travailliste de Shimon Pérès obtient 44 sièges. Il redevient le principal parti de la Knesset, mais ne réussit pas la percée pronostiquée par les sondages. Le Likoud du Premier ministre, Itzhak Shamir, ne recule que de 7 sièges.
- IX. 13 — Un accord d'unité nationale est signé entre le parti travailliste de Shimon Pérès, le Likoud d'Itzhak Shamir et sept autres petites formations, après les élections du 23 juillet. Le cabinet, qui sera dirigé pendant les deux premières années de la législature par Shimon Pérès, reçoit l'investiture de la Knesset, où il dispose d'une majorité de 97 députés sur 120.

Liban

- II. 7 — L'opération de repli des troupes américaines au Liban s'achève le 25. Le contingent britannique quitte Beyrouth le 8 et l'italien le 20. Seuls restent les 1 270 soldats français. La France souhaite remplacer la force multinationale par des « casques bleus » des Nations unies.
- 29 — Amine Gemayel se rend à Damas, où il est accueilli avec éclat par le président Assad.
- VI. 12 — Le gouvernement d'union nationale de Rachid Karamé obtient l'investiture du Parlement.

Luxembourg

- VII. 20 — Après les élections du 17 juin Jacques Santer forme le nouveau gouvernement : une coalition est formée entre le Parti chrétien-social et le Parti socialiste ouvrier.

Maroc

- VIII. 13 — Le roi Hassan II et le colonel Kadhafi réunis à Oujda (Maroc) signent un traité d'union entre leurs deux pays. Le 31 ce traité est approuvé à 99,7 % des suffrages par le peuple marocain et, à l'unanimité, par le Congrès du peuple lybien.

Pays-Bas

- VI. 1 — Le gouvernement néerlandais ajourne au 1^{er} novembre 1985 sa décision d'installer aux Pays-Bas les quarante-huit missiles de croisière prévus par la décision de l'OTAN de décembre 1979.

Pologne

- V. 1 — Plusieurs dizaines de milliers de « contre-manifestants » manifestent à l'appel de Solidarité, malgré un très important déploiement policier. Le 3 d'autres rassemblements ont lieu, en particulier à Varsovie et à Gdansk, ils sont suivis de nouveaux affrontements avec les forces de l'ordre. Les 4 et 5 le général Jaruzelski, en visite officielle à Moscou, y est reçu de façon très « chaleureuse et amicale ».
- VII. 21 — Une loi d'amnistie est votée par le Parlement à l'occasion du quarantième anniversaire du régime communiste.
- X. 19 — Enlèvement du père Jerzy Popieluszko, vicaire à Varsovie et défenseur des idéaux de Solidarité. Arrestation le 24 de ses ravisseurs, trois officiers de la sécurité. Le 30 le corps du père est retrouvé dans la Vistule, ce qui provoque une vive émotion du peuple polonais. Solidarité lance des appels au calme.

Royaume-Uni

- X. 12 — Attentat revendiqué par l'IRA à Brighton, dans l'hôtel où résident les membres du gouvernement britannique à l'occasion du congrès du Parti conservateur. Margaret Thatcher se déclare décidée à « ne pas fléchir », ni face au terrorisme, ni face à la grève des mineurs qui dure depuis sept mois.
- XII. 19-22 — Margaret Thatcher signe, le 19, à Pékin, l'accord sino-britannique du 26 septembre sur Hong Kong, où elle se rend le 20.

URSS

- IV. 11-12 — Constantin Tchernenko est élu président du présidium du Soviet suprême. Mikhaïl Gorbatchev est confirmé dans sa position de « numéro deux » en devenant président de la commission des affaires étrangères du Soviet de l'Union.
- X. 13 — Moscou annonce que des missiles de croisière à longue portée ont commencé à être installés à bord de bombardiers et de sous-marins soviétiques, alors que pendant le mois de septembre une centaine de fusées SS 22 ont été déployées en RDA et en Tchécoslovaquie.

- XII. 18-19 — Visite de Mikhaïl Gorbatchev, un des principaux dirigeants soviétiques, à Londres où il s'entretient avec Margaret Thatcher, à propos notamment de la militarisation de l'espace.
- 21 — Décès du maréchal Dimitri Oustinov, ministre de la défense de l'URSS, remplacé le 24 par le maréchal Sergueï Leonidovitch Sokolov.

Economie

Evénements internationaux

- V. 19 — Les présidents de l'Argentine, du Brésil, de la Colombie et du Mexique lancent un appel solennel concernant leurs dettes — 240 milliards de dollars à eux quatre — et refusent « d'être acculés à une situation d'insolvabilité forcée et de paralysie économique prolongée ».
- VI. 7- 9 — Dixième conférence des sept chefs d'Etat et de gouvernement des principales démocraties industrialisées, réunis à Londres.
- 10 — En Argentine le président Raul Alfonsin annonce que son gouvernement refuse le gel des salaires que voudrait lui imposer le FMI pour le rééchelonnement de la dette extérieure de l'Argentine.
- 12-14 — Conférence du Comecon à Moscou.
- 21-22 — La conférence de Carthagène (Colombie) sur l'endettement, qui rassemble onze pays latino-américains, demande une réduction substantielle et immédiate des taux d'intérêt.
- VII. 10-11 — La conférence ministérielle de l'OPEP réunie à Vienne maintient inchangé le prix de référence du brut (29 dollars le baril) et le plafond global de production (17,5 millions de barils par jour).
- IX. 7 — Les banques internationales autorisent le Mexique à rééchelonner à long terme (quatorze ans) 48,5 milliards de dollars de sa dette publique.
- Le Venezuela conclut le 22 avec ses banques créancières un accord de rééchelonnement portant sur 20,75 milliards de dollars de sa dette extérieure.
- 24-27 — Trente-neuvième assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale. Le 25 un accord de principe est passé entre le FMI et le gouvernement argentin sur les mesures d'austérité à adopter par Buenos Aires pour obtenir du Fonds 1,6 milliard de dollars de prêts.
- X. 31 — Après les baisses du pétrole norvégien le 12, puis britannique le 17 et nigérian le 18, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) décide de maintenir le prix de référence de 29 dollars par baril en réduisant son plafond de production de 17,5 à 16 millions de barils par jour et en répartissant de nouveaux quotas de production pays par pays.

- XI. 25 — Dans une interview au journal *Sunday times*, le ministre saoudien du pétrole, Cheikh Zadi Yamani lance une mise en garde assurant que l'Occident pourrait connaître « une interruption réelle » de ses livraisons de pétrole avant la fin de l'année.
- XII. 29 — Les pays exportateurs de pétrole, réunis à Genève, décident un ajustement provisoire de la grille des prix, en maintenant le brut de référence à 29 dollars le baril. Ils prévoient un système de contrôle des ventes effectuées par les membres de l'OPEP, mais l'application de l'accord reste en suspens.

CEE

- I. 9 — « La politique agricole commune et avec elle toute la CEE, est menacée d'effondrement si des mesures difficiles et douloureuses ne sont pas prises très prochainement », avertit Gaston Thorn, président de la Commission européenne, à l'ouverture de la première réunion en 1984 des ministres de l'Agriculture.
- III. 31 — Les ministres de l'Agriculture des dix pays membres de la CEE tombent d'accord sur les prix agricoles à la production pour la campagne 1984-1985. Pour la première fois dans l'histoire du Marché commun, une baisse des prix en écu de 1 % est programmée.
- VI. 25-26 — Au Conseil européen de Fontainebleau les Dix parviennent à un accord sur le montant de la compensation à accorder à la Grande-Bretagne pour alléger sa contribution au budget européen.
- VII. 27 — L'Assemblée européenne décide de maintenir le blocage des 750 millions d'écu (5 milliards de francs) prévus dans le budget 1984 pour alléger la contribution britannique de l'exercice 1983.
- X. 10 — L'Assemblée européenne accepte de débloquer la compensation budgétaire due à la Grande-Bretagne pour 1983 et le 23 vote une rallonge au budget communautaire de 1984 pour financer les dépenses supplémentaires agricoles.
- XII. 1 — Le Parlement européen rejette à la quasi unanimité le projet de budget 1985 de la CEE, jugeant qu'il ne permettrait pas de régler les dépenses jusqu'à la fin de l'année.
- 8 — Signature au Togo de la troisième convention de Lomé entre la Communauté européenne et soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Pour la période 1986-1990 l'aide financière des Dix s'élèvera à 51 milliards de francs.

Allemagne (République Fédérale d')

- I. 1 — Pendant l'année 1983 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,6 % et en moyenne de 3,3 % par rapport à 1982 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 8,7 % et en moyenne de 0,8 % par rapport à 1982 ;

- l'excédent commercial a été de 41,6 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 10,34 milliards de DM ;
- III. 1 — A la fin de 1983, le nombre des chômeurs était de 2 236 000.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- V. 14-31 — Le syndicat IC Metall déclenche une grève dans la métallurgie pour obtenir la semaine des trente cinq heures avec salaire égal.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.

Argentine

- XII. 28 — Le Fonds monétaire international (FMI) accorde 1,7 milliard de dollars de crédits à l'Argentine.

Brésil

- I. 27 — Le Brésil obtient un prêt de 6,5 milliards de dollars de quelques 600 banques étrangères.

Chine

- X. 20 — Le troisième plénum du douzième congrès du PC chinois adopte la « réforme urbaine » qui prévoit d'instaurer dans l'industrie une décentralisation de la gestion ainsi que la vérité des salaires et des prix.

Etats-Unis

- I. 1 — Pendant l'année 1983 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,8 % et en moyenne de 3,2 % par rapport à 1982 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 15,5 % et en moyenne de 6,4 % par rapport à 1982 ;
 - le déficit commercial a été de 57,4 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 41,5 milliards de dollars ;
 - à la fin de 1983 le nombre des chômeurs était de 9 195 000.
- 3 — Baisse du dollar à 8,40 F et 2,75 DM.

- III. 1 — Le déficit de la balance commerciale s'élève à 10,1 milliards de dollars en février.
Ronald Reagan présente le projet de budget pour l'année fiscale 1985. L'importance du déficit prévu (180 milliards de dollars) est vivement critiquée par les milieux financiers et par Paul Volcker, président de la Réserve fédérale. Cette polémique accentue la baisse du dollar et de la bourse de New York.
- 7 — Le dollar poursuit sa baisse jusqu'à 7,83 F et 2,54 DM.
- 22 — Remontée du dollar à 8,15 F et 2,65 DM.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 1,3 %.
- 2 — La baisse du dollar le ramène à 7,97 F et 2,59 DM.
- 30 — Le dollar est de nouveau en remontée : 8,28 F et 2,70 DM.
- V. 10 — Le dollar s'inscrit à 8,56 F et 2,79 DM.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- 30 — La croissance du PNB, sans précédent depuis les années quarante, est de 10,1 % au premier trimestre et de 7,5 % au deuxième.
- VIII. 3 — La bourse de Wall Street enregistre un très grand nombre de transactions et une très forte hausse de l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui franchit à nouveau la barre des 1 200.
- 7 — Ascension du dollar qui atteint 8,97 F et 2,92 DM.
- IX. 5 — Le dollar passe la barre des 9 F : il est coté 9,05 F et 2,95 DM.
- 21 — Le dollar atteint le cours record de 9,72 F et 3,17 DM. L'intervention massive des banques centrales à New York sous la conduite de la Banque fédérale d'Allemagne lui fait perdre 4 % en deux heures.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- 3 — Le dollar retombe à 9,26 F et 3,02 DM, mais le 15 il vaut 9,63 F et 3,14 DM.
- XI. 13 — Le dollar baisse à 8,99 F et 2,93 DM.
- XII. 31 — Le dollar, en hausse, atteint 9,64 F et 3,15 DM.

Israël

- I. 1 — Des mesures très strictes visant à contrôler le marché des devises sont annoncées. En 1983 le taux d'inflation a atteint 190,7 % et le déficit du commerce extérieur 5,3 milliards de dollars.

- IX. 16 — Le gouvernement d'union nationale annonce des mesures pour tenter d'assainir l'économie : le shekel est dévalué de 9 % et les dépenses budgétaires devraient être réduites de 5 %.

Japon

- I. 1 — Pendant l'année 1983 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 1,7 % et en moyenne de 1,9 % par rapport à 1982 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 9,9 % et en moyenne de 3,4 % par rapport à 1982 ;
 - l'excédent commercial a été de 4 859 milliards de yens et celui de la balance des paiements courants de 4 950 milliards de yens.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 0,3 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.

Maroc

- I. 22 — Le roi Hassan II renonce à l'augmentation prévue des produits de première nécessité et dénonce une « conjuration marxiste, khoméiniste et sioniste » après les émeutes qui ont éclaté le 19 dans plusieurs villes du nord du pays.

Royaume-Uni

- I. 1 — Pendant l'année 1983 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,7 % et en moyenne de 4,6 % par rapport à 1982 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 5,3 % et en moyenne de 3,1 % par rapport à 1982 ;
 - le déficit commercial a été de 716 millions de livres et l'excédent de la balance des paiements courants de 2,3 milliards de livres ;
 - à la fin de 1983, le nombre des chômeurs était de 2 946 000.
- III. 12 — Grève menée par le syndicat des mineurs à propos de laquelle Margaret Thatcher affirme le 19, en faisant référence à la guerre des Malouines : « Nous devons désormais lutter contre l'ennemi intérieur ».
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.

- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 2 %.
- 20 — La grève des dockers, commencée le 10, s'achève après la conclusion d'un compromis entre le patronat et le syndicat des transports.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1984, la hausse des prix de détail a été de 1,5 %.

Tunisie

- I. 2 — Des émeutes éclatent dans la ville de Kasserine, à la suite de la forte hausse du prix du pain (70 %) annoncée par le gouvernement. Le 3 les émeutes de la faim gagnent toutes les grandes villes. Le président Habib Bourguiba reporte de trois mois l'ensemble des mesures de hausse des prix.

France

Politique

- I. 1 — En adressant ses vœux aux Français le 31 décembre 1983, François Mitterrand, « ne leur a promis rien d'autre que la poursuite de l'effort de redressement national ».
- 2 — Pierre Mauroy rend public, au cours d'une conférence de presse, le rapport confidentiel de la Cour des comptes sur Elf-Aquitaine.
- 12 — Alain Savary présente ses nouvelles propositions sur l'enseignement privé.
- 22 — Les manifestations organisées à Bordeaux et le 29 à Lyon par le comité national de l'enseignement catholique sont des succès.
- 24 — L'Assemblée nationale reprend en session extraordinaire la discussion du projet de loi sur la presse.
- 26 — L'UDF et le RPR acceptent le principe d'une liste unique de l'opposition conduite par Simone Veil pour les élections européennes du 17 juin. Au sein de l'UDF plusieurs dirigeants s'étaient déclarés favorables à deux listes.
- II. 13 — L'ensemble du projet de loi sur la presse est adopté, après 45 séances, en première lecture à l'Assemblée nationale par 328 voix (PC et PS) contre 159 voix (RPR et UDF).
- III. 4 — Grande manifestation qui réunit 650 000 à 800 000 personnes à Versailles en faveur de l'école libre.
- 12 — Michel Rocard propose à l'assemblée des ministres de l'Agriculture de la Communauté européenne de réduire la production laitière, ce qui soulève le mécontentement des paysans français.
- 16 — La liste de l'union de l'opposition pour l'Europe et la défense des libertés est officiellement présentée à Paris par Simone Veil, entourée de Jean Lecanuet (UDF), Bernard Pons (RPR) et Christian de la Malène (RPR).
- 22 — François Mitterrand se rend en visite officielle aux Etats-Unis. Malgré les points de désaccord (Proche-Orient, Amérique Centrale, dialogue Nord-Sud), François Mitterrand se veut le meilleur allié européen des Etats-Unis.
- 31 — Les derniers soldats du contingent français de l'ex-force multinationale quittent Beyrouth et le Liban.
- IV. 1 — Le Premier ministre Pierre Mauroy termine par une visite au Tchad une tournée africaine qui l'a mené à Conakry, Abidjan et Libreville.

- 2 — Georges Marchais, s'exprimant sur TF1, se déclare opposé à la politique économique du gouvernement, qu'il juge globalement négative. « Cette politique industrielle est vouée à l'échec, tragique, négative, dramatique » a-t-il déclaré. Néanmoins les communistes n'entendent pas quitter le gouvernement.
- 4 — Troisième conférence de presse du septennat de François Mitterrand. Alors que la Lorraine est paralysée par une grève générale, le chef de l'Etat « s'engage à transférer ou à créer dans les régions sinistrées assez d'entreprises nouvelles pour que les créations d'emploi se multiplient ».
- 13 — Plusieurs dizaines de milliers de manifestants, dont 30 000 à 40 000 Lorrains, défilent dans la capitale pour tenter une dernière fois d'infléchir la politique sidérurgique du gouvernement. Georges Marchais ainsi que plusieurs élus du PCF participent à la manifestation.
- 17 — Monseigneur Lustiger, cardinal-archevêque de Paris, se déclare contre « un processus de fonctionnarisation des enseignants qui mettrait en péril l'identité de l'école catholique ».
- 18 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi sur l'enseignement privé.
Le gouvernement engage sa responsabilité à l'Assemblée nationale. Pierre Mauroy entend contraindre les communistes à choisir entre leur appartenance et la contestation de la politique gouvernementale. Le 20 le PC vote la confiance, bien que le discours de Pierre Mauroy n'ait pas répondu ainsi à leurs attentes. La déclaration de politique générale de Pierre Mauroy est approuvée par 329 voix contre 156.
- 25 — Manifestations dans 90 villes de France de l'ensemble des partis, syndicats et organisations de gauche et du Comité national d'action laïque pour « défendre l'école publique ». Le PC, le PS, la CGT et la CFDT participent à ces manifestations.
- V. 10 — François Mitterrand, dans un entretien accordé à *Libération*, à l'occasion du troisième anniversaire de son élection vante les mérites de la « société d'économie mixte » et se félicite « de voir le gouvernement de gauche s'attaquer au réel en servant l'idéal ».
- 15 — Visite officielle de François Mitterrand en Norvège, puis en Suède où sont abordées les questions Est-Ouest.
- 24 — Le projet de loi sur l'enseignement privé est adopté sans vote par l'Assemblée nationale après le rejet de la motion de censure déposée par l'opposition. Les concessions faites par Pierre Mauroy aux députés socialistes relancent les protestations des responsables de l'enseignement catholique qui le 26 appellent à une manifestation nationale le 26 juin prochain à Paris.
- VI. 17 — Lors des élections européennes on observe une forte poussée de l'extrême droite : la liste de Jean-Marie Le Pen obtient

10,95 % des voix. Les partis de la majorité sont en recul : le PC avec 11,20 %, le PS 20,75 %. La liste de l'opposition conduite par Simone Veil obtient 43,02 % des suffrages exprimés.

- 20-23 — François Mitterrand se rend en URSS, première visite officielle d'un chef d'Etat français depuis cinq ans. Dans son discours au Kremlin il redit son désaccord sur l'Afghanistan, la Pologne et l'installation des SS-20 soviétiques.
- 24 — Manifestation à Paris de plus d'un million de personnes en faveur de l'école privée.
- 26 — La réforme de la détention provisoire est définitivement votée par le Parlement.
- 27 — Le Conseil des ministres dissout l'Assemblée régionale de Corse.
- 30 — Le Parlement approuve définitivement les projets de loi concernant le titre unique de séjour pour les travailleurs immigrés, la publicité sur les radios locales privées et la télévision par câble.
- VII. 7 — Jacques Chirac affirme devant le Comité central du RPR que « la coalition au pouvoir n'a plus la confiance du peuple » et qu'elle n'a donc plus « le droit d'engager des changements de fond sans consulter le peuple ».
- 10 — A l'Assemblée nationale la motion de censure déposée par l'opposition n'étant votée que par 159 députés sur 491, le projet de loi sur la presse est considéré comme adopté.
- 12 — François Mitterrand annonce, dans une déclaration radiotélévisée, que le projet de loi sur l'enseignement privé est retiré de l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement et que celui-ci va être saisi d'un projet de révision de l'article 11 de la constitution afin d'étendre le domaine du référendum aux libertés publiques.
- 17 — François Mitterrand accepte la démission du gouvernement de Pierre Mauroy et nomme Premier ministre Laurent Fabius, le plus jeune chef de gouvernement depuis un siècle et demi.
- 19 — Le PCF refuse de participer au gouvernement de Laurent Fabius car il n'a pas obtenu la modification de la politique économique et sociale qu'il réclamait pour freiner la progression du chômage. Le PCF indique qu'il continuera à « soutenir toute mesure qui ira dans le sens des engagements pris ». La liste des seize ministres est publiée, avec les changements suivants :
- ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire : Gaston Defferre,
 - ministre des Finances : Pierre Bérégovoy,
 - ministre de l'Intérieur : Pierre Joxe,
 - ministre de l'Education nationale : Jean-Pierre Chevènement, en remplacement d'Alain Savary, démissionnaire le 17,

- ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale : Georgina Dufoix,
 - ministre du Travail : Michel Delebarre,
 - ministre de la Recherche : Hubert Curien.
- 23 — Le gouvernement est complété par six ministres délégués et vingt secrétaires d'Etat.
- 24 — Laurent Fabius engage la responsabilité de son gouvernement devant l'Assemblée nationale. Il insiste sur « la modernisation » de l'économie nationale et le « rassemblement » des Français. Il obtient la confiance des députés par 279 voix contre 157 et 46 abstentions, celles des communistes.
- 8 — Le Sénat rejette le projet de loi qui devait modifier l'article 11 de la Constitution « pour permettre aux Français de se prononcer par référendum sur les garanties fondamentales en matière de libertés publiques ». Le 23 les députés adoptent ce projet sans l'amender.
- 12 — Election de l'Assemblée de Corse où les partis de gauche (PC, PS et MRG) obtiennent 25 des 61 sièges. La droite, grâce à une alliance avec l'extrême droite qui remporte 6 sièges, obtient 30 sièges et donc une majorité relative. Election de Jean-Paul de Rocca Serra comme président de la nouvelle Assemblée régionale avec 30 voix au second tour.
- 19 — Dans le journal *Le Monde*, Edmond Maire, très critique à l'égard du pouvoir, affirme : « il est temps de rappeler nos orientations socialistes ».
- 26 — Jacques Chirac souligne que « le rôle de l'opposition n'est pas de faciliter la tâche d'un gouvernement en sursis » et réclame à nouveau la dissolution de l'Assemblée nationale.
- 29 — Jean-Pierre Chevènement, pour apaiser la querelle autour de l'enseignement privé annonce des « dispositions simples et pratiques » qui sont bien accueillies, sauf par le PCF et le Front national.
- 30 — Au cours d'une « visite privée » François Mitterrand s'entretient avec le roi Hassan II. C'est au cours d'une « seconde visite privée » du 31 août au 2 septembre que le roi Hassan II et François Mitterrand auraient examiné les conséquences du traité d'union signé le 13 entre le Maroc et la Lybie sur les relations entre les pays du Maghreb et sur le conflit du Tchad.
- IX. 5 — Laurent Fabius, invité de « l'heure de vérité » sur Antenne 2, expose les grandes lignes de ce que sera son action à la tête du gouvernement.
- 6 — François Mitterrand en visite en Savoie prend acte de l'impossibilité d'organiser le référendum qu'il avait proposé le 12 juillet, après un nouveau refus du Sénat le 5, mais déclare : « je ne laisserai pas tomber ce droit en désuétude si l'occasion se présente ».

- 12 — A l'Assemblée nationale la majorité des députés adopte le projet de loi sur la presse, après dix mois d'une vive bataille parlementaire menée par l'opposition.
- 17-19 — Réunion du Comité central du PCF où la direction reste intransigeante face aux critiques et aux souhaits émis fin juin par certains de ses membres. Dans son rapport, présenté au nom du bureau politique, Georges Marchais affirme : « la politique de rigueur (...) est un tunnel dont on ne voit pas le bout ».
- 19 — Laurent Fabius, en visite au SICOB, déclare que « dans moins de trois ans, tout élève sortant du système éducatif devra avoir reçu une initiation à l'informatique ».
- 23 — François Mitterrand et Helmut Kohl se recueillent main dans la main devant l'ossuaire de Douaumont, symbole et hommage aux morts des deux guerres mondiales à Verdun.
- 23 — Valéry Giscard d'Estaing est réélu au premier tour député du Puy-de-Dôme avec 63,24 % des suffrages exprimés.
- X. 4- 6 — Visite à Paris d'Hissène Habré, qui s'entretient avec François Mitterrand. Le 5 un mini-sommet sur le Tchad a lieu à l'Élysée et réunit Houphouët Boigny (Côte-d'Ivoire), Omar Bongo (Gabon) et Sese Seko Mobutu (Zaire). Les retraits français et lybien ont lieu dans les conditions prévues par l'accord du 17 septembre.
- 7 — A propos de la « cohabitation » entre une majorité législative de droite et un président de la République de gauche, Raymond Barre déclare à Bordeaux qu'il s'agirait d'une « trahison du principe de la V^e République ». Jacques Chirac réplique que le refus de la cohabitation pourrait aboutir à une « crise de régime ».
- 11 — Le Conseil constitutionnel déclare la loi sur la presse conforme à la Constitution, mais supprime son caractère rétroactif.
- 19 — Voyage de François Mitterrand à Alger où il est annoncé que Claude Cheysson participera aux cérémonies commémoratives du déclenchement de l'insurrection algérienne du 1^{er} novembre 1954. De nombreuses protestations, notamment de l'opposition, se manifestent alors en France.
- XI. 1 — Jacques Chirac présente dans son livre « Libres et responsables » le « projet pour la France » du RPR, esquissant ainsi un programme de gouvernement.
- 15 — François Mitterrand s'entretient en Crète avec le colonel Kadhafi et souhaite « mettre un point final » à l'affaire tchadienne. Le 19 François Mitterrand fait une déclaration à l'Élysée concernant le non-retrait total des troupes lybiennes du Tchad comme l'avait promis le colonel Kadhafi.
- 19 — De nombreux incidents ont lieu en Nouvelle-Calédonie à l'occasion des élections territoriales. Le RPCR, principal parti anti-indépendantiste, avec 70,87 % des suffrages exprimés, dispose de la majorité absolue au sein de la nouvelle assemblée.

- 20 — Congrès national de Force ouvrière à Vincennes où André Bergeron critique la stratégie du patronat et accuse le gouvernement de « frénésie d'assainissement ».
- 26-28 — Visite officielle de François Mitterrand en Syrie, la première d'un président de la République dans ce pays, où il est reçu par le président Hafez El Assad.
- 27 — En Nouvelle-Calédonie le Front de libération national Kanak socialiste (FLNKS) bloque les trois quarts du territoire. Le 29 Nouméa est contrôlé par les Européens, tandis que dans la zone de brousse, contrôlée par les Indépendantistes, un Européen est tué par un groupe de Kanaks.
- XII. 1 — Réunion extraordinaire du Conseil des ministres pour prendre les premières décisions tendant à accélérer le processus d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie. Edgard Pisani, ancien ministre du général de Gaulle, est nommé délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie.
- 5- 8 — Visite à Paris de Shimon Pérès premier ministre israélien, qui déclare : « la France est bien placée pour favoriser un dialogue dans le conflit du Proche-Orient ».
- 7 — François Mitterrand procède à un remaniement ministériel : Roland Dumas est nommé ministre des Relations extérieures en remplacement de Claude Cheysson, et Georgina Dufoix porte-parole du gouvernement.
- Gilbert Trigano est nommé délégué chargé des nouvelles formations auprès de Laurent Fabius.
- 8-12 — Visite de François Mitterrand en Afrique : au Zaïre, puis au Rwanda. Les 11 et 12 décembre, François Mitterrand participe à la onzième conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique à Bujumbura.
- 15-16 — Convention nationale du parti socialiste sur le thème « modernisation et progrès social », où Lionel Jospin déclare : « l'emploi et le pouvoir d'achat nous feront gagner ou perdre les élections ».
- 16 — Les négociations sur la flexibilité de l'emploi, commencées à Paris le 28 mai entre les organisations patronales et syndicales, s'achèvent par l'établissement d'un protocole d'accord sur l'adaptation des conditions d'emploi, qui est rejeté aussitôt par la CGT, accepté par la CGC et au sujet duquel la CFTC, la CFDT, la CGT-FO ajournent leur décision.
- François Mitterrand s'exprimant sur TF 1 à propos de la politique extérieure de la France confirme l'infléchissement de la politique de la France au Tchad, affirme la permanence de la politique française au Proche-Orient et le refus de régler par la force la question de la Nouvelle-Calédonie.
- 19 — Les députés communistes votent contre le budget de 1985 examiné en deuxième lecture par l'Assemblée nationale.

- 21 — Les syndicats FO, CFTC et CFDT refusent de signer avec le CNPF le protocole sur « l'adaptation des conditions d'emploi » établi le 16 décembre avec le CNPF et la CGPME. Le 27 la CFDT propose au CNPF de « reprendre la discussion thème par thème » pour améliorer le protocole d'accord.
- Est définitivement adopté le projet de loi relatif aux mesures en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses. Il institue une allocation parentale d'éducation.

Economie

- I. 1 — Pendant l'année 1983 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 9,3 % et en moyenne de 9,6 % par rapport à 1982 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 4,0 % et en moyenne de 0,9 % par rapport à 1982 ;
 - le déficit commercial a été de 43,460 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 33,789 milliards de francs ;
 - à la fin de 1983 le nombre des chômeurs était de 2 118 600.
 - Le SMIC horaire est fixé à 22,78 F, en hausse de 2 %.
- La facture énergétique de la France a diminué de 5,7 % au cours des douze derniers mois et se situe à 169 milliards de francs.
- 3 — De nombreux incidents éclatent à l'usine Talbot de Poissy entre grévistes et non grévistes.
- 4 — Pierre Mauroy déclare que pour l'ensemble de l'année 1984 les évolutions nominales, qu'il s'agisse des prix ou des revenus, devront être prédéterminées et contenues dans la limite des 5 % en glissement annuel. Une soixantaine d'engagements de lutte contre l'inflation pour 1984 ont été signés entre l'administration et les professionnels de l'industrie, des commerces et de certains services.
- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,6 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 5,5 milliards de francs (cvs),
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,135 millions (cvs).
- 3 — La France et l'URSS signent à Paris un accord de coopération économique et industriel qui devrait permettre dès cette année le retour à l'équilibre des échanges entre les deux pays.
- Les syndicats, le CNPF et le gouvernement signent le protocole déterminant le nouveau système d'indemnisation du chômage.
- 13 — Citroën annonce un plan de mises en préretraite pour « résorber rapidement » un « important sureffectif ». 3 500 des 42 000 salariés sont concernés.

- 16 — A partir du 16 les transporteurs routiers bloquent le trafic routier dans les Alpes du nord au moment où les vacanciers se rendent dans les stations de sport d'hiver.
- 20 — Grève de 48 heures des mineurs, largement suivie, sauf en Lorraine.
- 21 — Charles Fiterman satisfait à toutes les revendications des routiers.
- 22 — Renault annonce que 7 250 emplois sur 160 000 devront être supprimés en 1984, sans qu'il y ait aucun licenciement.
- 23 — Le montant du premier emprunt d'Etat de l'année est porté de 12 milliards à 18 milliards de francs, en raison de son succès.
- III. 1 — En février :
- hausse de 0,6 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 4,6 milliards de francs (cvs),
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,193 millions (cvs).
- 2 — Dix mille « gueules noires » manifestent à Paris pour la défense du charbon.
- 29 — Le Conseil des ministres adopte le quatrième plan acier : 20 000 à 25 000 emplois sur 95 000 seront supprimés d'ici à 1987.
- IV. 1 — En mars :
- hausse de 0,6 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 2,8 milliards de francs (cvs),
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,244 millions (cvs).
- 2 — Paul Quilès annonce son plan de relance de l'immobilier, composé d'une dizaine de mesures, dont : construction de 10 000 logements locatifs supplémentaires, baisse des taux d'intérêts des prêts conventionnés, aide aux professionnels...
- 9 — Après plusieurs semaines d'hésitations le gouvernement donne son accord à la reprise de Dunlop-France par Sumitomo : 2 000 emplois seront supprimés.
- 10 — Yvon Gattaz demande une réforme fiscale en profondeur pour relancer l'investissement productif et propose la création d'emplois nouveaux à contraintes allégées (ENCA).
- 19 — La direction de Michelin annonce son intention de supprimer 4 920 emplois en favorisant les départs volontaires.
- 26 — Laurent Fabius se rend en Lorraine, où il annonce la création de 4 000 emplois en trois ans.
- 28 — Le décret créant une aide publique à la réinsertion dans leur pays d'origine de certains travailleurs étrangers est publié au Journal Officiel. En dehors des allocations de l'Etat, l'aide au retour comprendra une contribution des entreprises et une de l'UNEDIC.

- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,6 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 4,4 milliards de francs (cvs),
 - hausse du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,296 millions (cvs).
- Le SMIC horaire est fixé à 23,56 F, en hausse de 2 %.
- 23 — Le travail reprend à l'usine Citroën d'Aulnay, occupée depuis le 11.
- 25 — Pierre Mauroy réunit en séminaire à Versailles seize membres du gouvernement pour étudier les moyens de renforcer la lutte contre le chômage.
- 28 — Les organisations patronales et syndicales engagent, à l'initiative du CNPF, des négociations sur la flexibilité du travail et les conditions de l'emploi.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,5 % des prix de détail,
 - excédent du commerce extérieur de 0,1 milliard de francs (cvs),
 - hausse du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,295 millions (cvs).
- 28 — Mise en règlement judiciaire de Creusot-Loire.
- 29 — Le projet de loi sur le développement de l'initiative économique, prévu par le plan de restructuration industrielle du 29 mars, est définitivement approuvé par le Parlement.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,4 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 5,2 milliards de francs (cvs),
 - hausse du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,324 millions (cvs).
- Le SMIC horaire est fixé à 23,84 F, en hausse de 1,2 %.
- 4 — Le montant du deuxième emprunt d'Etat de l'année est porté de 12 à 16,5 milliards de francs.
- 11 — Hausse de 22 centimes du prix de l'essence.
- 19 — François Mitterrand confirme devant le Conseil des ministres que le taux des prélèvements obligatoires devra être réduit d'un point dans le budget de 1985. Le produit de l'impôt sur le revenu sera réduit de 10 milliards, ainsi que celui de la taxe professionnelle. La contribution de 1 % pour la Sécurité sociale sera supprimée. Pierre Bérégovoy ayant annoncé un excédent de celle-ci de 11,2 milliards pour 1983 et 13,1 milliards prévus pour 1984.
- 26 — Le gouvernement décide une hausse de la taxe téléphonique de 10 centimes à partir du 1^{er} août, dont le produit sera reversé au budget général.

- 30 — Un accord est conclu entre tous les réseaux bancaires pour l'établissement d'une carte de paiement et de retrait commune à toute la France.
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,7 % des prix de détail,
 - réduction du déficit du commerce extérieur à 0,5 milliards de francs (cvs),
 - légère réduction du nombre des demandeurs d'emploi qui revient à 2,342 millions (cvs).
- L'interdiction imposée aux particuliers depuis mars 1983 d'utiliser leurs cartes de crédit à l'étranger est levée.
- 16 — La baisse d'un point de l'intérêt servi sur l'épargne s'accompagne d'un dispositif de réduction des taux du crédit. Le taux du livret des caisses d'épargne baisse de 7,5 à 6,5 %.
- 23 — Le gouvernement autorise 1 950 des 2 417 licenciements demandés par la direction de Citroën.
- 29 — Le Conseil des ministres adopte un ensemble de mesures destinées à simplifier les formalités administratives pour réduire à moins d'un mois le délai de création d'une entreprise.
- 31 — Fives-Lille, Framatome, Usinor et quatre banques proposent, avec l'accord des pouvoirs publics, un plan de reprise des activités mécaniques de Creusot-Loire. Les syndicats rejettent ce plan qui prévoit la suppression de 2 500 emplois.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,5 % des prix de détail,
 - excédent du commerce extérieur de 3,5 milliards de francs (cvs),
 - le nombre des demandeurs d'emploi atteint 2,360 millions (cvs).
- 12 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances pour 1985 qui limite la progression des dépenses de l'Etat à 5,9 %. Réduction de plus de 20 milliards de francs des impôts des particuliers grâce à une diminution uniforme de 5 % de leurs contributions et la suppression du prélèvement de 1 % destiné à la Sécurité sociale ; réduction de 10 milliards de francs de la taxe professionnelle hausse de diverses taxes.
- 19 — Le montant du troisième emprunt d'Etat de l'année est élevé de 15 à 20 milliards de francs.
- 21 — Conflit à l'usine Renault du Mans qui est réglé le 24, tandis que d'autres grèves se déclenchent à Douai, à Cléon et à Sandouville. La CGT qui mène l'offensive affirme que le mouvement est « profond et extrêmement fort ».
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,4 % des prix de détail,

- déficit du commerce extérieur de 0,4 milliards (cvs),
 - le nombre des demandeurs d'emploi se stabilise à 2,359 millions (cvs).
- 17 — Le Conseil des ministres adopte des mesures d'urgence contre la pauvreté, qui concernent le logement, la distribution d'excédents agricoles et l'aide aux chômeurs de plus de cinquante ans. Ces mesures seront en partie financées grâce à une majoration de 0,5 % de l'impôt sur les grandes fortunes de plus de 20 millions de francs.
- 19 — Les députés du PS et du PC adoptent un amendement du gouvernement qui supprime les avantages fiscaux attachés à l'emprunt 7 % 1983.
- 25 — Tentative de grève générale dans la fonction publique contre la politique salariale du gouvernement.
- 26 — Les sociétés françaises CIT-Alcatel et italienne Italtel signent un accord de coopération sur les futurs centraux téléphoniques publics.
- 29 — Pierre Bérégovoy annonce pour le 1^{er} janvier 1985 la mise en place d'un système d'encadrement du crédit plus souple.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,7 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 3,4 milliards de francs (cvs),
 - le nombre des demandeurs d'emploi s'élève à 2,367 millions (cvs).
- Le SMIC horaire est fixé à 24,36 F, en hausse de 2,2 %.
- 8 — Pierre Bérégovoy définit devant la presse économique ses priorités à venir : lutte contre l'inflation, réduction des déficits publics, bataille pour l'exportation et la productivité.
- 14 — Georgina Dufoix présente un projet de loi sur la famille qui regroupe en une seule plusieurs allocations attribuées aux familles pour une naissance ou pour de jeunes enfants.
- 15 — Michel Camdessus succède à Renaud de la Genière comme gouverneur de la Banque de France.
- Nouvelles mesures d'assouplissement du contrôle des changes : les possibilités de transfert à l'étranger, sans justificatif, pour les particuliers sont multipliées par trois, les règles applicables aux investissements directs dans les seuls pays de la Communauté européenne sont modifiées, les institutions européennes pourront émettre des emprunts libellés en ECU sur le marché financier de Paris.
- XII. 1 — En novembre :
- hausse de 0,3 % des prix de détail,
 - excédent du commerce extérieur de 0,8 milliard de francs (cvs),

- hausse du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,380 millions (cvs).
- 5 — Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des finances, annonce la création prochaine d'un nouvel instrument de placement à court terme, les certificats de dépôts négociables, ce qui provoque le 6 une baisse brutale des obligations à la Bourse de Paris.
- 14 — Mise en liquidation de biens de Creusot-Loire.

Sciences et technique

- II. 3-11 — Au cours du dixième vol de la navette spatiale américaine Challenger, deux astronautes s'éloignent de la navette grâce à des propulseurs individuels et se promènent dans l'espace, mais les lancements de deux satellites de télécommunication échouent.
- 4 — Aux Etats-Unis une femme mène à terme une grossesse d'un ovule prélevé chez une autre femme et fécondé in vitro.
- III. 5 — Le huitième exemplaire de la fusée européenne Ariane met sur orbite son deuxième satellite international de communication : Intelsat V.
- IV. 7 — La navette américaine Challenger, qui effectue son onzième vol, a pour mission de remettre en état, directement dans l'espace, un satellite tombé en panne. Le 13 les astronautes parviennent à réparer « solar max » et à le remettre sur orbite.
- 8 — La Chine populaire réussit pour la première fois à mettre sur orbite un satellite de télécommunications.
- 11 — Une équipe médicale australienne annonce la naissance à Melbourne d'un bébé éprouvette qui avait, au stade d'embryon, été conservé par congélation.
- VII. 5 — Les chercheurs du CERN à Genève annoncent la mise en évidence du quark « top », une nouvelle particule élémentaire.
- VIII. 4 — Succès pour le premier tir d'Ariane 3 : les satellites de télécommunication télécom 1 A et ECS 2 sont mis en orbite.
- 30 — Discovery, le troisième exemplaire de la navette américaine, s'envole dans l'espace pour une mission de six jours. Le IX.05 elle met en orbite trois satellites de télécommunications et déploie un prototype de panneau solaire.
- 11 — Les instituts Pasteur et Mérieux annoncent un accord de collaboration dans le secteur des sérums et des vaccins.
- 20 — Une équipe de chercheurs de la société française Immunotech annonce la découverte d'une nouvelle technique de diagnostic des allergies.

- X. 2 — Trois cosmonautes soviétiques regagnent la Terre après avoir établi un nouveau record de durée dans l'espace avec deux cent trente-six jours en orbite.
- 15 — Niels Jerne (Danemark), Georges Kohler (RFA) et César Milstein (Grande-Bretagne) obtiennent le prix Nobel de médecine pour leurs découvertes en immunologie.
- 17 — Carlo Rubbia (Italie) et Simon van der Meer (Pays-Bas) obtiennent le prix Nobel de physique pour leur contribution à la découverte des particules élémentaires, W et Z, Bruce Merrifield (Etats-Unis) celui de la chimie pour ses recherches sur la synthèse des molécules biochimiques.
- XII. 3 — A Bhopal (Inde) une fuite de gaz toxique dans une usine d'Union Carbide (société multinationale américaine) provoque la mort de plus d'un millier de personnes alentour.

Cette chronologie a été établie par Sylvie Le Golvan